

En bref

Number 755, March 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67023ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(2012). En bref. *Relations*, (755), 35–35.

ALTERNATIVES FISCALES

Le comité Alternatives fiscales et Éducation populaire de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a récemment publié un dépliant intitulé *Le gouvernement nous a-t-il entendus? Qu'est-il advenu de nos alternatives fiscales dans le budget 2011-12?* À l'automne 2010, la Coalition avait fait état de 17 solutions fiscales permettant au gouvernement de générer des revenus sans recourir à la tarification ou à la privatisation, dont un palier d'imposition pour les revenus de plus de 125 000\$, ou encore l'abolition de crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers. Consulter <nonauxhausses.org>.

PRIX LITTÉRAIRES

La romancière, poète et nouvelliste québécoise Élise Turcotte, qui a rédigé la chronique littéraire de *Relations* en 2009-2010, a récemment reçu le Grand Prix du livre de Montréal pour son roman *Guyana* (Leméac, 2011). Le cinéaste Bernard Émond, responsable du Carnet de *Relations* en 2009-2010, est quant à lui récipiendaire du prix Pierre-Vadeboncoeur de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour son recueil *Il y a trop d'images* (Lux, 2011), qui comprend plusieurs textes parus dans *Relations*. Par ce prix, la CSN veut rendre hommage à Pierre Vadeboncoeur, décédé en février 2010, afin d'honorer ceux et celles «qui, par l'écrit, savent jeter un éclairage nouveau sur le réel pour que nous en saisissions mieux les contours, les nuances, les contradictions». Félicitations aux deux récipiendaires de ces prix prestigieux!

DÉSŒBÉISSANCE AGRICOLE

L'Union paysanne milite depuis maintenant dix ans pour redonner une autonomie aux agriculteurs et la possibilité de s'autogouverner. Selon l'organisme, l'Union des producteurs agricoles (UPA) détient un monopole syndical qui les «condamne à stagner dans un modèle issu des années 1970», inadapté au renouveau de l'agriculture locale et biologique. Afin qu'ils retrouvent leur liberté d'association, l'Union paysanne invite les agriculteurs à faire acte de désobéissance civile en boycottant leur cotisation à l'UPA. Elle presse aussi le gouvernement d'agir selon le Rapport Pronovost, qui recommande que la *Loi sur les producteurs agricoles* soit amendée pour reconnaître d'autres associations représentatives des producteurs agricoles. Renseignements: <unionpaysanne.com>.

DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Le Centre de recherche et d'action sociales (CERAS), à Paris, qui publie entre autres la revue *Projet*, vient de créer un nouveau site Internet sur la doctrine sociale de l'Église. On y trouve des textes des grandes encycliques qui ont jalonné le XX^e siècle, ainsi que des analyses sur le contexte historique et politique dans lequel elles s'inscrivent. On y découvre aussi les huit principes structurants de la doctrine sociale de l'Église (bien commun, charité, destination universelle des biens, dignité de la personne humaine, justice, option préférentielle pour les pauvres, solidarité, subsidiarité). Enfin, on peut y lire les textes d'intellectuels commentant une vingtaine de sujets comme l'écologie, la laïcité, la propriété, le travail, etc. Voir <doctrine-sociale-catholique.fr>.

30 ANS DE L'AQLPA

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), l'un des plus anciens groupes écologistes au Québec, célèbre trente ans d'actions et d'engagement en 2012. Grâce à l'implication de son président, André Bélisle, et de ses collaborateurs, plusieurs programmes novateurs et batailles victorieuses ont été réalisés depuis sa fondation en 1982, comme *Faites de l'air!* et la loi 9, qui vise à freiner les poursuites contre la mobilisation publique (poursuites-bâillons). Plusieurs événements souligneront cet anniversaire, dont un spectacle d'envie en mars. Renseignements: <aqlpadepuis30ans.com>.

MORATOIRE SUR LES OGM

En juin 2011, le Parlement péruvien avait voté un moratoire de dix ans sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) à des fins de culture et d'élevage. Or, cette loi n'avait jamais été ratifiée par le président Alan García, défait peu de temps après. Ce n'est que le 3 novembre dernier que le Parlement a voté un nouveau moratoire, bientôt signé par le président Ollanta Humala (Parti nationaliste péruvien). Ce moratoire, qui interdit la culture de plantes génétiquement modifiées et l'élevage de bétail ou de poissons transgéniques (à l'exception de ceux voués à la recherche), permettra entre autres au Pérou de maintenir son importante production biologique, dont le cacao, le café, le coton et les fruits. Si elle n'interdit pas totalement le transgénisme, la loi établit néanmoins clairement que c'est à une autorité nationale – le ministère de l'Environnement – que revient la responsabilité de protéger la biodiversité.